

Collectif d'organisations de Haute-Savoie
contre la Loi Sécurité Globale
et les autres textes liberticides

Communiqué de presse

Manifestation samedi 30 janvier 14h00 – Annecy Préfecture
Retrait du projet de loi « sécurité globale »
et des autres textes liberticides.

Après les mobilisations du 28 novembre et du 5 décembre, ce sont encore près de 400 manifestants qui, à Annecy samedi 16 janvier dans l'après-midi, ont bravé le froid et les restrictions (couvre-feu à 18h) en participant au rassemblement devant la Préfecture et à un défilé en ville.

A Annecy et partout en France, ce jour-là encore, les Marches des Libertés ont rassemblé des centaines de milliers de personnes, toutes générations confondues. 15 000 personnes ont défilé à Paris de la place Félix-Eboué à la Bastille, 5 000 à Lyon, autant à Toulouse, 4 000 à Nantes. Au total 200 000 personnes ont été recensées par la Coordination Nationale #StopLoiSécuritéGlobale.

Au total, ce sont plus de 200 villes, des métropoles régionales jusqu'aux localités plus modestes, qui ont connu au moins un rassemblement depuis le 28 novembre 2020 grâce au tissu associatif, culturel, associatif, syndical et politique qui forme la vitalité démocratique dans ce pays.

Tout s'est bien passé à Annecy, dans le calme et la sérénité.

Mais pas à Paris où la Coordination a pu constater de nombreuses infractions pénales déontologiques commises par les forces de l'ordre sur instructions du Préfet Lallement : impossibilité d'accéder à la manifestation pour les manifestants et les véhicules des organisateurs, violences commises sur les manifestants, déploiement de forces démesuré. Pas à Montpellier, où le matériel sono est saisi par la police. Pas à Lyon où la manifestation fut interrompue à mi-parcours par les forces de l'ordre utilisant les gaz lacrymogènes.

Entre temps, la proposition de loi dite « Sécurité globale » a été votée par l'Assemblée nationale et poursuit son cheminement parlementaire au Sénat.

Une commission sénatoriale a indiqué que l'article 24 de la loi sur l'interdiction de filmer les membres des FDO serait bien réécrit pour être éventuellement introduit dans l'article 18 de la loi dite « Séparatisme ».

Aucune réponse du Gouvernement n'a été faite à propos de nos demandes.

Le président de la République Macron n'a pas davantage répondu à notre demande de rencontre formulée dans une lettre ouverte envoyée le 14 décembre.

Aussi l'action continue. Nous ne voulons plus voir de drames comme celui, parmi tant d'autres, qui a abouti à la mort de Cédric Chouviat, ce livreur à scooter de 42 ans et père de quatre enfants, étranglé (par une clé d'étranglement) et plaqué au sol par des policiers à Paris le 3 janvier 2020.

Et le 3 janvier 2021 ce sont plus de 1 000 manifestants qui ont participé à une Marche blanche aux côtés de sa famille. Son père Christian Chouviat avait accompagné la délégation de la Coordination reçue au ministère de l'Intérieur lundi 23 novembre.

C'est pourquoi nous poursuivons notre résistance.

Nous ne pouvons accepter cette dérive autoritaire du Gouvernement qui remet en cause les libertés, les droits imprescriptibles arrachés par la Révolution française et tous les droits conquis par la suite de haute lutte par le mouvement ouvrier et démocratique.

Nous poursuivons donc notre mobilisation pour le retrait de tous les textes liberticides produits par le Gouvernement Macron, à savoir :

- l'abandon total du projet de loi "[Sécurité Globale](#)" qui remet en cause gravement les libertés individuelles et les droits des citoyens
- le retrait du projet de loi sur les « [Séparatismes](#) ». Ce nouveau projet de loi liberticide recycle l'ex-article 24 retoqué par le Conseil constitutionnel. C'est un texte qui remet en cause la loi de 1905 de Séparation des Eglises et de l'Etat et la loi de 1901 sur la liberté d'association.
- l'abrogation des [3 décrets](#) du 2 déc 2020 qui permettent le [fichage généralisé des personnes](#) en fonction de leurs opinions, de leur appartenance syndicale, de leur état de santé.
- Le retrait du [Schéma National du Maintien de l'ordre](#) – (SNMO)

Le Collectif d'organisations 74 appellent donc tous les citoyens attachés à la démocratie, tous les travailleurs, militants, jeunes à rejoindre **la manifestation à Annecy devant la Préfecture samedi 30 janvier à 14h00.**

Une demande d'entrevue a été demandée à Mr le Préfet de Haute-Savoie qui représente le Gouvernement dans notre département.

Le même jour auront lieu partout en France des Marches des Libertés et un rassemblement national à Paris.

Annecy le 27 janvier 2021